

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général
Nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

Cahier des clauses particulières

Marché relatif à la mise en place d'un service de veille des médias

GBM 25049

*Marché à procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.*

SERVICE RESPONSABLE DE LA PASSATION DU MARCHÉ

Secrétariat Général
Service des Achats et Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

PREAMBULE :

L'INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE - IGN

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt. Sa vocation est de produire, représenter et diffuser des données de référence relatives à la connaissance du territoire national ainsi qu'aux forêts françaises et leur évolution. Les principales données de l'Institut sont disponibles en ligne depuis 2021 en accès libre et gratuit. Les productions de l'IGN sont tournées vers l'appui aux politiques publiques : environnement, aménagement du territoire, ville durable, prévention des risques, agriculture, armées... Elles ont en particulier une utilité de premier plan pour éclairer le pilotage des politiques publiques en matière de transition écologique et répondre aux défis climatiques. Dans un nombre croissant de domaines, l'IGN développe des productions collaboratives avec des collectivités locales et des communautés d'acteurs publics, privés ou citoyens. Grâce à son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche pluridisciplinaires, l'institut dispose d'un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.). L'IGN s'appuie sur près de 1600 agents, actifs dans l'ensemble des régions.

Aujourd'hui, l'institut est positionné comme :

- le cartographe de l'anthropocène
- le cartographe du service public
- le promoteur de la carte comme outil de représentation du territoire et de ses évolutions
- un acteur des communs numériques
- un acteur à la pointe de la technologie, fédérant l'innovation au sein de son écosystème

Les relations presse

Les relations avec la presse constituent un enjeu majeur pour la médiatisation de ce positionnement et des grands projets portés par l'IGN. Chaque jour, la DIRCOM est sollicitée par de nombreux médias, de tous types (tv, presse, radio, généralistes comme spécialisés, nationaux ou régionaux), pour bénéficier de l'expertise de l'Institut sur différents sujets, de fond ou en lien avec l'actualité de l'IGN : communiqués de presse, alertes presse, rencontres avec les journalistes... Le service en charge des relations presse alimente en permanence les journalistes (de la presse écrite, radio, TV, web) en informations anglées et ciblées. Il rédige notamment des communiqués de presse, des dossiers de presse, et, si nécessaire, des articles à leur intention. Il organise des événements tels que des conférences de presse ; des points presse et relaie auprès des médias l'actualité de l'Institut à tous les niveaux et dans tous les domaines : innovation ; recherche ; production ; actualité institutionnelle, etc. Il entretient une relation permanente et privilégiée avec les rédactions et avec des journalistes afin de répondre à leurs besoins d'information, et adapte le « discours » suivant leurs lignes éditoriales, leurs rubriques ; il propose et prépare des reportages et interviews. Enfin, il « dépouille » et analyse quotidiennement la presse pour assurer une revue de presse quotidienne adressée aux directions, départements, services de l'institut. Il assure également une veille sur des sujets à enjeux, afin d'être réactif en cas d'alerte ou de crise, situations dans lesquelles il met en place, suit et coordonne une stratégie adaptée.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en place, à partir de mots clés, d'un service en ligne de veille, de recueil et de fourniture des retombées de presse écrite, audiovisuelle (radio, TV) et web (France), en format électronique, sur l'IGN et sur tous sujets en lien avec ceux concernant l'IGN.

Ce service en ligne doit donner accès à un panorama presse exhaustif des retombées médiatiques pour répondre aux besoins du pôle relations presse de l'IGN.

ARTICLE 2 : DUREE ET MONTANT DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes d'un an à la date anniversaire de la notification. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quatre ans. Trois mois au moins avant la fin de la période de validité en cours, l'IGN fait part au titulaire de son intention de ne pas reconduire l'accord-cadre.

L'estimation de dépenses basée sur les consommations du précédent marché est de 105 000 € sur la durée maximale.

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante de :

1. **L'acte d'engagement et ses annexes** complétés, datés et signés par le candidat :
 - Annexe 1 : BPU
 - Annexe 2 : cadre technique
 - Annexe 3 : test
2. le **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)** GBM 25049 dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi,
3. le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, arrêté du 30 mars 2021,
4. **le mémoire technique du titulaire.**

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, à son catalogue, sur ses tarifs ou au dos des factures et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 : PRESTATIONS ET FONCTIONNALITES ATTENDUES

4.1 La veille media

La prestation de veille media devra comporter :

- Un dispositif de gestion de l'abonnement, de suivi de la consommation en termes de retombées média, et de paiement de la contribution « droits d'auteur au premier utilisateur »
- Un dispositif d'ajustement de la liste des mots clés (période d'ajustement, validation d'une liste, possibilité d'ajustement de cette liste à tout moment),
- Un processus de filtrage des retombées médias en fonction des mots clés mettant en œuvre des processus automatiques (type moteur de recherche) de consultation en ligne tels que définis en 4.2.b.

a) Les mots-clés

Le titulaire du marché disposera d'une liste de mots-clés à surveiller, définis en fonction de l'actualité tels que : « Institut national de l'information géographique et forestière » ou « IGN », « cartes IGN », « Inventaire forestier national » ou « IFN », etc. La recherche pourra aussi porter sur des mots associés.

Cette liste sera fournie par l'IGN au prestataire en début de marché. Cette liste pourra évoluer à tout moment au cours de la prestation. Des mots-clés pourront ainsi être ajoutés, modifiés, ou retirés, sans donner lieu à facturation.

b) Les champs de recherche

Le titulaire aura à surveiller :

- La presse écrite française tous titres (grand public, spécialisée, etc.) de la presse nationale, régionale, locale ;
- La presse audiovisuelle (TV + radio) française tous titres (grand public, spécialisée, etc.), de la presse nationale, régionale, locale ;
- Les sites et médias du net (web France) ainsi que les blogs et les forums spécialisés.

Les champs de recherche sont susceptibles de varier en cours d'exécution du marché sans que cela ne donne lieu à l'établissement d'un avenant, en fonction de l'évolution du secteur de la presse et du Web (création de nouveaux titres, nouvelles chaînes, etc.).

4.2 La mise à disposition de l'information

Le prestataire garantit un accès pour **trois** administrateurs.

a) Délais de réactivité et de mise à disposition de l'information :

Le délai de mise à disposition exhaustive de l'information (du panorama presse) doit être accessible quotidiennement et au plus tard à 9h du matin (Presse Quotidienne Régionale comprise).

b) La consultation en ligne

L'outil de consultation devra être utilisable depuis tout équipement bureautique muni d'une connexion internet et pour lequel l'administrateur (l'utilisateur) aura reçu des coordonnées d'accès (Login, mot de passe). Il doit permettre de filtrer par mots clés, thèmes, dates, type de presse, etc., de classer et de mettre à disposition des administrateurs l'ensemble des retombées médiatiques ciblées, en vue de leur archivage et de leur impression, d'en faire notamment une revue de presse thématique ou de réaliser des bilans sous forme de tableaux de bord. Les retombées écrites seront numérisées et montées au format A4 de préférence ou dans un format proposé par le candidat, facile à exploiter. Chaque retombée doit être présentée avec un cartouche faisant mention du support, de sa date de parution, de sa périodicité, du ou des mots-clés de veille auxquels elle correspond. Les mots-clés doivent être pointés (surlignage par exemple) dans la retombée.

Le prestataire doit offrir un accès à l'information fluide grâce à une bande passante garantie ; il s'engage également en cas de problème technique majeur à ce que son service ne soit pas indisponible plus de 24 heures. L'outil doit également permettre de visualiser et d'écouter les extraits audiovisuels en ligne et de les commander directement au prestataire au travers de l'outil.

Le prix unitaire des retombées média, alertes audiovisuelles, etc., sera à détailler et à chiffrer dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU).

c) Autres prestations : téléchargement

Les scripts d'émissions commandés pourront être délivrés par Internet, soit sur le mail de l'administrateur qui en fait la commande, soit sur l'outil du prestataire, au plus tard dans les 48h.

Les sujets audiovisuels (TV/radio) pourront être téléchargés (formats compatibles VLC : MP3, MP4, AVI, etc.) directement via l'outil.

d) Droits d'auteur

Le prix de la consultation proposée par le titulaire devra inclure la rémunération des droits d'usages : droit de conservation, de représentation et/ ou de reproduction dans la limite du nombre de destinataires prévus pour les articles de presse et la pige audiovisuelle. Le titulaire assurera intégralement la gestion des droits et leur rémunération auprès des éditeurs ou du CFC.

e) La formation des administrateurs

Une formation de prise en main de l'outil sera dispensée par le prestataire à trois personnes de l'IGN appelées à être désignées « administrateurs » (utilisateurs) de l'outil. Elle porte sur les fonctionnalités de l'outil de veille médias du prestataire qui sera mis à disposition des administrateurs. Lors de la formation le prestataire transmet à l'IGN un manuel utilisateur sous forme papier et numérique. Cette prestation de formation devra être assurée au plus tôt après la notification, afin de respecter le délai global de mise en œuvre défini en 5.1. La date de formation sera planifiée après concertation entre le titulaire et l'IGN – contact à la direction de la communication de l'IGN auprès de François Maginot e-mail : francois.maginot@ign.fr

L'ensemble de ces autres prestations sera à détailler et à chiffrer dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU).

ARTICLE 5 : MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 Calendrier de mise en œuvre

Le titulaire du marché devra, à compter de la notification du marché, mettre en place le service de manière à ce qu'il soit opérationnel le plus rapidement possible.

Il désignera un correspondant responsable du suivi d'exécution de la prestation qui sera l'interlocuteur principal du pôle relations presse de l'IGN.

Une réunion sera organisée entre le pôle relations presse de la Direction de la communication de l'IGN et les interlocuteurs désignés au sein de la société titulaire du marché, afin de faire un point exhaustif sur la prestation attendue.

La formation aux trois administrateurs devra être dispensée au plus tôt dans la période de mise en place.

Le calendrier de mise en place et d'ajustement des mots-clés sera établi sur la base de proposition du titulaire. La durée globale de cette première période (mise en place et ajustement des mots-clés) ne pourra excéder 3 semaines à compter de la notification.

L'IGN prendra acte de la mise en ordre de marche de l'outil (à l'issue de la mise en place) par une décision qui sera notifiée au titulaire par courriel avec accusé de réception.

5.2 Ajustement des mots-clés

À l'issue de la mise en place (après décision de mise en ordre de marche par l'IGN), les mots-clés et combinaisons de mots-clés seront affinés par échange entre les intervenants identifiés au sein du pôle relations presse de la direction de la communication et de ses interlocuteurs désignés au sein de la société titulaire. Pendant cette période d'ajustement initial de la liste des mots-clés, les retombées ne correspondant pas aux attentes de l'IGN seront refusées expressément avec explication des motifs de rejet de manière à affiner la définition et l'interprétation des mots-clés, et ne seront pas facturées. Les modalités de filtrage, sur la base de la proposition du titulaire et des

échanges entre les deux parties seront arrêtées en commun à l'issue de cette période d'ajustement de 3 semaines.

Pour la suite de l'exécution du marché, **le titulaire s'engage dans le mémoire technique sur un délai de prise en compte des modifications de mots-clés et combinaisons de mots-clés. Ce délai ne pourra en aucun cas excéder 48h à compter de la demande de l'IGN.** L'échéance de ce délai maximum est reportée au 1^{er} jour ouvré suivant, lorsque la demande est effectuée une veille de week-end ou de jour férié. Passé ce délai, les retombées médias correspondant à la surveillance de mots-clés ou combinaisons de mots-clés dont la suppression a été demandée par l'IGN seront refusées et ne seront pas facturées ou feront l'objet de réfections sur facturation.

ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE – SECRET – CONFIDENTIALITE

Le contenu indexé par l'outil en ligne restera la propriété exclusive de l'IGN, dans la limite de la législation sur les droits d'auteur, et ne pourra en aucun cas être exploité par le prestataire à d'autres fins que celles définies dans ce cahier des charges, ni communiqué à des tiers.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations stockées dans les matériels ni de faire accéder un tiers à ces mêmes informations sans l'accord de l'IGN.

Tous les documents communiqués ou transmis au titulaire à titre confidentiel pendant la période d'exécution ne peuvent sans autorisation préalable de l'IGN être transmis à d'autres personnes. Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'il aurait été amené à connaître concernant l'IGN, ainsi que les produits, les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées y compris auprès de son propre personnel pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité aux sous-traitants éventuels du titulaire.

ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHE

7.1 Principes généraux

La monnaie de référence de ce marché est l'Euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales et parafiscales ainsi que tous les frais afférents à la réalisation des prestations, dont les frais de mise en place de l'outil (réunions, documentation, etc.) et la formation initiale des trois administrateurs de l'outil.

7.2 Prix initiaux

Le marché est traité **à prix forfaitaires et à prix unitaires.**

Les prix initiaux sont ceux qui figurent dans l'annexe1 (BPU) à l'acte d'engagement (décomposition du prix global et forfaitaire, et bordereaux de prix pour les retombées médias, la contribution aux droits d'auteur et les autres prestations).

Le prix est forfaitaire révisable en ce qui concerne l'abonnement annuel pour la prestation de veille des médias (presse et web / audiovisuel).

Le prix est unitaire révisable en ce qui concerne la fourniture des retombées médias (coupures et alertes), les retombées audiovisuelles, les droits d'auteur et les autres prestations.

7.3 Prix de règlement

Les prix font l'objet d'une révision annuelle à la date anniversaire du marché.

La révision s'opère au moyen d'un ajustement à l'indice mentionné ci-dessous, établi par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques : <http://www.indices.insee.fr>.

Intitulé : Indice de chiffres d'affaires dans le commerce et les services - Indices bruts de valeur - Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises
Identifiant : 010545978

La révision s'opère selon la formule suivante :

$$P = P_0 (C/C_0)$$

Tel que :

P = prix de règlement

P₀ = prix initial hors taxes réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres.

C = dernier indice connu et publié à la date de la révision

C₀ = dernier indice connu et publié au mois de la remise des offres.

N.B. : La révision des prix initiaux sera effective à la condition d'être mise en œuvre par le titulaire dans ses demandes de paiement.

Clause de sauvegarde

L'IGN se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité lorsque l'augmentation moyenne résultant de la révision est supérieur à 5% par an.

ARTICLE 8 : FACTURATION ET PAIEMENT

8.1 – Facturation

Le titulaire établira une **facture annuelle pour les droits relatifs à l'abonnement terme à échoir**. La première facture sera établie prorata temporis à compter de la date de mise en ordre de marche prononcée par l'IGN jusqu'à la date anniversaire du marché.

Le titulaire établira sur l'année civile une **facture trimestrielle à terme échu pour le paiement des retombées médias de la consommation réelle, des droits d'auteur et des autres prestations**. La première et la dernière facture seront établies prorata temporis.

Les factures afférentes au paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires ou postales telles qu'elles sont précisées à l'acte d'engagement,
- la référence du marché,
- pour les factures d'abonnement : la période considérée,

- les factures de retombées médias : intègrent en pièces jointes les relevés de consommation, soit la liste des titres de presse, web et des chaînes radio et TV qui ont été transmis et facturés (intitulé, source, date), avec le nombre d'unités correspondant. Une stricte concordance doit être respectée entre la période facturée et la période de référence des relevés de consommation joints à la facture. Les relevés doivent ainsi porter sur la période entière facturée et elle seule. Toute consommation facturée doit être mentionnée dans un relevé et toute consommation mentionnée dans un relevé doit être prise en compte dans la facture couvrant la période du relevé. Les relevés ne doivent présenter aucune redondance dans l'état des consommations.
- le détail des prestations réalisées, la quantité et la désignation,
- le montant total hors taxes,
- le taux de TVA,
- le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises,
- les numéros de TVA intracommunautaire de l'IGN (FR 18180067019) ainsi que celui du titulaire.

8.2 - Présentation des demandes de paiement- Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Cette obligation s'applique à l'ensemble des entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN. Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

8.3 – Modalités de paiement

Les paiements s'effectuent par virement administratif dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement principal appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de 8 points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € par l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 : AVANCE

Sauf renonciation de sa part à l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire du marché, dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du code précité. Le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché, divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est de 10 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 : ACOMPTES - RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché ne prévoit pas le paiement d'acomptes.

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

ARTICLE 11 : PENALITES EN CAS DE MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les obligations à la charge du titulaire sont des obligations de résultat. La veille demandée doit porter sur l'ensemble de la presse écrite, télé, radio et internet (France).

Si le pôle des relations presse de l'IGN constate que le titulaire omet de lui faire part de retombées médiatiques significatives concernant l'objet de la prestation, il l'avertira aussitôt dans un premier temps, par mail.

Si les manquements venaient à se répéter, l'IGN adressera dans un deuxième temps une lettre recommandée avec accusé de réception demandant au titulaire de se justifier et le mettant en garde d'une possible résiliation à ses torts.

De plus il sera appliqué une réfaction de 10 % du montant HT de la facture trimestrielle par manquement significatif constaté.

De même, si un trop grand nombre d'articles non conformes sont mis à disposition par l'outil du prestataire, le service des relations presse en avertira, dans un premier temps, le titulaire par mail lui indiquant que ces retombées sont hors sujet. Après constatation par le prestataire du contenu à caractère hors sujet de ces retombées, celles-ci ne seront pas facturées à l'IGN. Si ce problème venait à se répéter, l'IGN adressera une lettre recommandée avec accusé de réception. Il pourra dès lors être fait application d'une réfaction de 10 % du montant HT de la facture trimestrielle par problème constaté et signalé par courrier recommandé au titulaire.

ARTICLE 12 : RESILIATION

La résiliation du marché pourra être prononcée sans faute de l'attributaire pour motif d'intérêt général.

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de la consultation. L'IGN adressera un courrier recommandé avec AR signifiant la résiliation du marché sans

indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision,

- dans les cas énumérés à l'article 32 du CCAG- FCS,
- si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché.

Dans les deux derniers cas, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai d'un mois à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire.

ARTICLE 13 – NORMES

Le titulaire garantit que les prestations objet du marché obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de leur réalisation. La mise en conformité à la réglementation est à la charge du titulaire.

ARTICLE 14 : LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché. Tout différend relatif au présent marché survenu à l'occasion de son exécution ressort du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 11 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS (pénalités de retard).

L'article 5.1 déroge à l'article 28 du CCAG-FCS (Déroulement des opérations de vérification).

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent CCP prévalent sur celles du CCAG-FCS.